Absence de protection, violence et processus d'exclusion

Migrants irréguliers dans les contextes de la pandémie de Covid19

Guillermo Castillo

mardi 26 avril 2022, mis en ligne par Guillermo Castillo Ramírez

Depuis plusieurs décennies et dans le contexte de l'augmentation globale de la concentration des richesses et de l'accentuation de la pauvreté et des inégalités, les migrations forcées irrégulières et transfrontalières ne sont pas seulement causées par des contextes de manque de niveaux de développement de base et des processus de violence et d'impacts environnementaux dans les localités d'origine. Ils sont également produits par les motivations et la capacité d'action de millions de personnes dans différentes régions du monde qui, chaque année, tentent d'avoir une vie décente et un autre avenir possible. Sur le continent américain, le Mexique, traditionnellement un pays d'où partaient en masse des milliers de migrants, est devenu un lieu/territoire stratégique de et pour diverses populations migrantes qui, du sud (notamment du nord de l'Amérique centrale), se rendent aux États-Unis.

Ainsi, pendant des années, le Mexique a non seulement été un pays de transit (de dizaines de milliers de migrants irréguliers chaque année), mais aussi, et en grande partie en raison de sa situation géopolitique et de la pression de l'agenda anti-immigré américain, il était déjà préfiguré comme un énorme dispositif de confinement et de désarticulation des populations migrantes irrégulières. Cela a été particulièrement visible avec l'administration Trump. Situation qui s'est exprimée, de la dynamique de criminalisation des migrants, aux processus d'externalisation des frontières américaines (vers le Mexique), et avec des stratégies et politiques américaines spécifiques telles que les protocoles de protection des migrants (programme de séjour au Mexique), qui ont forcé des milliers de migrants (la majorité du nord de l'Amérique centrale) qui voulaient demander l'asile aux États-Unis pour effectuer ladite procédure depuis le Mexique.

Cependant, avec la pandémie de Covid19, cela s'est aggravé. Le Mexique est non seulement resté un territoire national et régional de confinement, mais aussi de confinement pour des milliers de migrants. Cette dimension du Mexique comme territoire de confinement pour les migrants irréguliers a été produite par deux processus importants : (1) la sécurisation et la fermeture des frontières dans le nord de l'Amérique centrale et dans le (sud) des États-Unis, à travers l'utilisation politique d'arguments sanitaires (qui a laissé les migrants en situation irrégulière qui transitaient par le Mexique bloqués, sans protection et immobilisés) ; (2) et aussi, dans le cas des États-Unis, par l'application du titre 42, une mesure politique qui a permis d'expulser les migrants en raison de la pandémie et de leur refuser le droit de demander l'asile.

Dans cet ordre d'idées, récemment, le Réseau de documentation des organisations de défense des migrants (REDODEM) au Mexique, a publié *Movilidad humana en confinamiento : contención, vulneración de derechos y desprotección en México, Informe REDODEM 2020* [Mobilité humaine en confinement : confinement, violation des droits et absence de protection au Mexique, Rapport REDODEM 2020], correspondant au premier année de la pandémie de Sars Cov2. Il s'agit d'un exercice de collaboration entre des organisations et des groupes pro-migrants, dont la mission, comme pendant des années, était de produire un document de diagnostic pertinent sur la migration irrégulière en transit par le Mexique. Dans le cadre de l'année 2020, la pertinence dudit rapport s'appuie sur la description de trois processus : (1) la réduction et la précarité des conditions des migrants, (2) l'augmentation des contrôles étatiques migratoires, (3) et la plus grande précarité et criminalisation des migrants et des organisations et groupes

pro-migrants.

En ce qui concerne les migrants, le rapport a enregistré que des dizaines de milliers de migrants ont transité par le Mexique, la grande majorité venant du nord de l'Amérique centrale (principalement et surtout du Honduras). Et environ 30 % de tous les migrants avaient entre 30 et 44 ans. En ce qui concerne les causes de la migration, il y a eu une relative continuité avec les années précédentes. En premier lieu, il y avait ceux de nature économique (pauvreté, bas salaires, manque de travail, faibles niveaux de développement) ; puis est venu ce qui est lié aux processus de violence ; et, troisièmement, les impacts environnementaux. De même, il a rendu compte des effets de la Pandémie par rapport à l'approfondissement des écarts d'accès aux droits et des facteurs de vulnérabilité et de risque. Parmi les impacts, les suivants ont été documentés : l'augmentation des migrants vivant dans la rue ; crises émotionnelles ; risque accru de contagion du Sars Cov2 ; et, enfin, moins d'accès à l'emploi et aux soutiens.

En outre, il a pris conscience de l'approfondissement des différents types de violence subis par les migrants dans trois domaines : (1) par le crime organisé ; (2) les questions liées au contrôle de l'immigration par le gouvernement mexicain et les États-Unis ; (3) et le plus grand confinement (avec l'utilisation politique de l'argument sanitaire en pleine Pandémie). Il est également souligné que la politique migratoire mexicaine est basée sur le programme américain de limitation de la mobilité transfrontalière. Il est conscient de l'approche de l'État à l'égard de la migration en tant que problème de « sécurité nationale » et de transgression des lois et de risque pour la santé ; ce qui s'oppose à une perspective d'exercice des droits de l'homme et de respect des migrants. Et, enfin, dans le cas des groupes pro-migrants, la capacité d'adaptation et de résilience des maisons et abris de la société civile a été décrite, face au scénario critique des pires moments de la première année de la Pandémie de Covid19. Cependant, comme souligné dans ledit travail, pour les organisations pro-migrants, les difficultés n'étaient pas rares : au plus fort de la pandémie (en 2020), l'attention portée aux migrants devait être réduite, ainsi que la réduction d'environ 50 % du personnel avec avec qui ils travaillaient normalement et, par conséquent, la charge de travail a doublé. Face à ces contextes d'adversité, il y a eu des dynamiques d'adaptation, de réorganisation et d'agence. En plus de ce qui précède, le rapport présente non seulement une approche quantitative et macro, mais évalue également la centralité des voix des migrants et des personnes vivant dans des maisons et des refuges pour migrants (à travers une approche plus qualitative).

Enfin, ledit rapport est un exercice d'intervention sociopolitique, notamment au regard d'une série de réflexions pour une politique efficace de protection et « d'intégration ». Dans cet ordre d'idées, trois processus se dégagent : (1) une prise de position en faveur des populations migrantes et le respect de leurs droits humains ; (2) la dénonciation et la visibilité des processus d'exclusion, de violence et un non catégorique aux stratégies de contrôle de la mobilité et de criminalisation des populations migrantes ; (3) et, enfin, des recommandations spécifiques vers une politique migratoire officielle avec un axe dans la dignité humaine des migrants.